

## Motion au ministère des Finances

En fin de séance du conseil communautaire, les élus ont voté une «motion contre le démantèlement des services du ministère des Finances à Uzès». Le texte rappelle qu'à l'horizon 2022, les 22 sites actuels des trésoreries du Gard seraient ramenés à 6. «Actuellement, la Trésorerie, le Service des impôts des particuliers et le Service des impôts des entreprises (SIE) sont présents sur Uzès, pour un total de 40 agents. Demain, seul le SIE sera maintenu. Les collectivités du territoire devront se rendre à Bagnols-sur-Cèze pour rencontrer des fonctionnaires».

Le texte rappelle aussi le contexte de cette mesure, annoncée à la presse avant les collectivités ; les promesses du Président Emmanuel Macron suite au Grand débat ; la poursuite des transferts de charges de l'État vers les collectivités ainsi que la remise en cause de la séparation de l'ordonnateur et du comptable.

Le conseil communautaire demande : «le gel de la réforme et l'ouverture de discussions avec les collectivités ; la prise en compte des conséquences pour Uzès, qui serait le site le plus impacté du département, un désert des finances publiques compte tenu, en outre, de la disparition des Trésoreries de Saint-Chaptes, Remoulins et Aramon».

«On peut faire reculer ce gouvernement, mais il faut une implication forte des élus, des salariés de cette administration et des citoyens», a appuyé Bernard Rieu, maire de Valiabrux.

«Nous proposons une réunion publique le 3 septembre, à 19h, ouverte à tous, où tous les élus devraient participer, a annoncé Jean-Luc Chapon, président de la CCPU. Nous y préparerons une manifestation qui sera organisée à Nîmes».

La motion a été votée à l'unanimité, «c'est presque un moment solennel», n'a pas manqué de glisser Jean-Luc Chapon, après les échanges tenus quelques instants plus tôt...